ASSEMBLÉE NATIONALE

1er octobre 2014

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - (N° 2230)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N ° 1637

présenté par

M. Le Déaut, Mme Le Dain et M. Caullet

ARTICLE 52

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Ces politiques recensent les besoins de compétences dans les métiers de la transition écologique et énergétique et veillent à l'adaptation des formations initiales, continues et professionnelles à ces besoins. Elles veillent à la cohérence des objectifs de la stratégie nationale de l'enseignement supérieur définis à l'article L. 123-1 du code de l'éducation avec ceux de la transition écologique et énergétique. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les pouvoirs publics doivent intégrer l'effort de formation initiale, continue et professionnelle pour accompagner les besoins du tissu industriel, des PME notamment, et encourager l'innovation. Il s'agit ainsi de mieux piloter la transition professionnelle indissociable de la transition énergétique que ce projet de loi entend encourager.

Dans ce cadre, ainsi que le propose le rapport de juillet 2014 fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques par Jean-Yves Le Déaut et le sénateur Marcel Deneux sur « les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergie dans le bâtiment », la nouvelle profession libérale des « conseillers à la rénovation thermique des bâtiments » devrait faire son apparition, en vue d'établir un réseau d'acteurs de confiance sur lesquels les propriétaires des maisons individuelles pourront s'appuyer pour passer à l'acte en matière de performance énergétique.